

AUSCHWITZ,  
ENQUÊTE SUR  
UN COMLOT NAZI

## Du même auteur

Comment l'idée vint à M. Rassinier

Naissance du révisionnisme

*Fayard, 1996*

Les Français vus par eux-mêmes

Le XVIII<sup>e</sup> siècle

Anthologie des mémorialistes du XVIII<sup>e</sup> siècle

*(avec Arnaud de Maurepas)*

*R. Laffont, 1996*

La « solution finale de la question juive »

La technique, le temps et les catégories de la décision

*Fayard, 2004*

### DIRECTION D'OUVRAGE

Le Génocide des Juifs entre procès et histoire

1943-2000

*Complexe, 2000*

*FLORENT BRAYARD*

AUSCHWITZ,  
ENQUÊTE SUR  
UN COMLOT NAZI

*ÉDITIONS DU SEUIL*

*25, bd Romain-Rolland, Paris XIV<sup>e</sup>*

Ce livre est publié dans la collection  
L'UNIVERS HISTORIQUE

ISBN 978-2-02-106033-1

© Éditions du Seuil, janvier 2012

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété

## Introduction

J'ai quarante et un ans. Un an ou deux encore, le temps d'écrire ce livre, et je ne pourrai faire autrement que le constater : j'aurai passé plus de la moitié de ma vie à travailler directement ou indirectement sur la politique nazie de persécution et d'extermination des Juifs. Étrange et amer constat, en vérité. On le comprendra sans peine (c'est-à-dire qu'on le sentira confusément sans chercher à entrer dans les détails) : il n'est pas toujours facile de travailler sur un tel sujet. Une collègue a eu un jour une expression superbe pour décrire l'influence de ces recherches-là sur celui qui les conduit : tout se passe comme si « l'objet contaminait l'historien, en faisait un être lugubre, vivant dans le mal et dans la mort, interdit des plaisirs de la vie, les grands comme les petits<sup>1</sup> ». Sans doute certains d'entre nous font-ils exception, mais il me semble que c'est la règle ou, si l'on veut, le prix à payer. On se dit qu'il est trop élevé, qu'un jour prochain, on changera de sujet. Et malgré tout, on continue. Mais, au fil de cette épreuve au long cours (où l'on doit bien cependant trouver des satisfactions de divers ordres), on parvient parfois à réaménager son approche. On ruse, ou, sans s'en rendre compte soi-même, on s'abuse.

Je travaillais pour ma part à un « essai sur le témoignage des bourreaux ». Je projetais de proposer tout à la fois une méthode d'analyse pour ces sources trop importantes pour que l'on continue à les solliciter comme on le fait trop souvent – à la hache – et de revenir sur quelques-uns des sujets historiques ou épistémologiques qui m'intéressent et que je crois, à tort ou à raison, centraux. Mais ce qui revenait de manière lancinante était la question suivante :

pourquoi Eichmann, lors d'une mission à Minsk en mars 1942<sup>2</sup>, s'était-il approché de la fosse où des unités de polices tuaient des Juifs par milliers, et approché si près que son manteau de cuir en avait été maculé de sang et de fragments de cervelle ? Pourquoi avoir relaté cet épisode qui l'incriminait, alors qu'il n'était attesté par aucun témoin, aucune archive ? Pourquoi un tel récit qui le plaçait au cœur de l'acte de tuer quand, concernant tous les autres sites d'extermination qu'il avait inspectés, il racontait à chaque fois s'être tenu aussi loin que possible de l'endroit où cela se passait ? Le camp de Belzec était désert lors de sa visite ; à Chelmno, il avait refusé de regarder par un œilleton dans le camion à gaz ; il avait vu les installations de gazage à Auschwitz de l'extérieur, quand elles n'étaient pas en fonctionnement<sup>3</sup>. Que voulait dire Eichmann ou que disait-il malgré lui en racontant si souvent et avec tant d'insistance ce massacre ? On saisit aisément l'enjeu d'une telle question et le défi qu'il y aurait à parvenir à une réponse étayée, ou du moins recevable, dans un univers documentaire irrémédiablement placé sous le signe de la perte, de la lacune.

Dans son ultime autobiographie, « Les idoles », Eichmann, presque transfiguré en sauveur de nourrisson juif, racontait : « C'était à la même période, vers janvier 1942 [*sic*], que j'ai reçu l'ordre de faire [à mon supérieur Müller] un rapport sur la manière dont cela se déroulait dans ladite ville [Minsk]. Il faisait très froid et je portais un long manteau de cuir et j'avais pris avec moi une réserve d'alcool en conséquence, car sans cela, je ne pouvais obtempérer à cet ordre que dans un état de rêve continu [*sic*]. Mais l'alcool produit une certaine insensibilité. C'est clair que le gradé ne doit jamais se laisser aller jusqu'à l'ivresse, car je voyageais en uniforme avec un chauffeur, dans une voiture de police. Mais c'est stupéfiant, la quantité d'alcool dont a besoin l'homme quand il a les nerfs excités, pour les tenir plus ou moins en place. Bien sûr, le schnaps aurait été mieux que le vin, mais le schnaps, je n'en bois que quand il n'y pas de vin à portée. J'arrivais un soir. Et le jour suivant je me suis mis en retard. L'heure qu'on m'avait indiquée était depuis longtemps dépassée, donc je ne suis arrivé sur place qu'au moment où le dernier groupe était fusillé. Quand j'arrivai sur le lieu d'exécution, les tireurs tiraient en un feu continu

ininterrompu dans une fosse de la dimension de plusieurs grandes pièces. Ils tiraient avec des pistolets automatiques. En arrivant, j'ai vu une femme juive avec un petit enfant dans les bras dans la fosse. Je voulais arracher l'enfant, mais alors une balle a fracassé la tête de l'enfant. Mon chauffeur a essuyé sur mon manteau des petits morceaux de cerveau. Je suis monté dans ma voiture. – À Berlin, ai-je dit à mon chauffeur. Mais je buvais du schnaps comme si c'était de l'eau. Je devais boire. Je devais m'anesthésier. Et je pensais à mes enfants, à l'époque, j'en avais deux. Et je pensais au non-sens de la vie<sup>4</sup>. »

Mais voilà : essayer de répondre à ces questions, et différemment que ne l'aurait fait Eichmann, c'était en quelque sorte descendre avec lui dans la fosse, patauger avec lui dans le sang, sonder son esprit, celui d'un homme à la fois médiocre, efficace et fanatique, dont la seule préoccupation pendant plusieurs années avait été de mettre en œuvre l'extermination du plus grand nombre possible de Juifs. Et parfois, on hésite, on recule devant tant de sang, face à un si grand nombre de meurtres et aussi de mensonges. Dans le même temps, il s'est trouvé que l'on m'a commandé une introduction au dernier volume paru en français du Journal de Joseph Goebbels, portant sur la période 1939-1942<sup>5</sup>. J'avais ainsi l'opportunité de me pencher à nouveau sur cette source majeure que j'avais déjà beaucoup utilisée au cours de travaux antérieurs, sans jamais néanmoins l'avoir étudiée de manière vraiment systématique. Au terme de mon dépouillement, je disposai pour la première fois de l'ensemble des passages dans lesquels le ministre de la Propagande du Reich et *Gauleiter* de Berlin avait au cours de la guerre évoqué les Juifs<sup>6</sup>.

Je voulais en particulier revenir sur un célèbre passage que j'avais déjà longuement commenté<sup>7</sup> et qui posait problème. Le 28 mars 1942, Goebbels avait retranscrit ce qu'il venait d'apprendre sur le meurtre des Juifs dans le Gouvernement général, ce territoire polonais sous la férule allemande mais non intégré au Reich. Mais une de ses phrases était ambiguë. Il n'était pas possible, à la seule lecture du texte, de décider si les Juifs allemands déportés sur ce territoire et relégués dans des ghettos étaient supposés ou non connaître le même destin que les Juifs locaux,

déportés et exterminés dans le camp de Belzec. À l'opposé de mes prédécesseurs, j'avais implicitement répondu par la négative. Mon arbitrage néanmoins se fondait seulement sur divers éléments contextuels relatifs à l'état d'avancement, à cette époque, de la conception et de la mise en œuvre de la « solution finale de la question juive ». Une confirmation interne, tirée du Journal lui-même, faisait défaut : je la trouvai finalement grâce à cette recherche systématique. Goebbels n'avait pas laissé entendre que les Juifs allemands déportés sur les territoires polonais allaient eux aussi être exterminés, puisque trois mois plus tard, comme on le verra, il les supposait encore vivants. Il les considérait même comme une menace toujours réelle que leur confinement dans des ghettos permettait de juguler de manière seulement temporaire.

La question, dès lors, était la suivante : à quel moment Goebbels avait-il appris que les Juifs allemands déportés à l'Est connaissaient le même sort que leurs congénères locaux, qu'ils étaient assassinés dans des chambres à gaz comme ceux-ci avaient été gazés ou tués par les *Einsatzgruppen* ? Et l'enquête me conduisit à un résultat très éloigné de celui auquel je m'attendais : il avait fallu de longs mois pour que Goebbels sût ou, à tout le moins, fût informé que la déportation était synonyme de meurtre immédiat et indiscriminé. Selon ma reconstruction, c'est seulement en octobre 1943, à la faveur du discours prononcé par Himmler à Posen devant les plus hauts responsables du Parti, que Goebbels fut informé et qu'il comprit que la « solution finale », alors presque achevée, était en fait un meurtre systématique touchant sans distinction tous les Juifs européens sous domination allemande.

Une question en amenant une autre, je me demandai ensuite si le résultat de mon enquête, qui allait à l'encontre de l'historiographie concernant la diffusion des informations sur le génocide en Allemagne<sup>8</sup>, constituait une exception, explicable de bien des façons, ou bien si, au contraire, il ne rendait pas urgent un réexamen de la question. Depuis les procès de Nuremberg, en effet, on a pris l'habitude de supposer que les plus hautes instances du régime avaient rapidement été informées du meurtre planifié des Juifs. Les administrations compétentes, policières ou civiles, avaient, présumait-on, participé en toute connaissance de cause à la mise



en œuvre de cette politique criminelle qui demeurait cependant cachée à la population. Pour être largement admis – et depuis longtemps –, ces schémas d'analyse hérités d'une tradition judiciaire montraient peut-être leurs limites, dans la mesure où, incapables de l'intégrer harmonieusement, ils ne pouvaient que disqualifier l'expérience de Goebbels en la posant comme une exception. Le présent livre se veut donc le réexamen de ces catégories d'analyse, et partant une histoire de ce phénomène à part entière qu'a été le secret entourant la « solution finale de la question juive ».

D'emblée, on conçoit bien qu'il entre, dans ce nouveau projet, une certaine part d'évitement. En situant l'enquête à un autre niveau d'observation de la réalité, moins traumatique, j'échappe à Eichmann. Pour une année ou deux, à tout le moins, le temps d'écrire ce livre, ou peut-être à jamais, je n'irai pas avec lui dans la fosse.

\*

Avec ces quelques réflexions, il me semble avoir déjà dérogé, je m'en excuse, aux canons aseptisés de l'écriture historique qui fait de son rédacteur à la fois le présumé et le grand absent de la narration. La disparition de l'auteur, que Michel Foucault avait célébrée en son temps comme une avancée de la littérature contemporaine<sup>9</sup> et qui n'est, en histoire, qu'un réflexe, un impensé, peut être expliquée de plusieurs manières. Elle pourrait en partie résulter de l'éloignement temporel entre les acteurs et l'observateur dont on pourrait croire que, trop grand, il rend ces deux générations non miscibles dans un même discours. Cependant, on pourrait tout aussi bien dire que, s'absentant de sa propre écriture, l'historien du contemporain souhaite faire en creux la démonstration de cette objectivité sacro-sainte qu'il s'est fixée pour but et qui est donnée comme une vertu indépassable de la discipline quand elle réfléchit sur elle-même.

Marc Bloch nous le disait : « Jusque dans l'action, nous jugeons beaucoup trop. Il est commode de crier "au poteau !" ». Nous ne comprenons jamais assez. » Ou encore : « Robespierriéristes, anti-robspierriéristes : nous vous crions grâce : par pitié, dites-nous simplement,

quel fut Robespierre<sup>10</sup>. » Et Lucien Febvre de renchérir en clouant au pilori « les juges suppléants de la vallée de Josaphat<sup>11</sup> ». Je puis comprendre leurs raisons. Mais Robespierre n'est pas Eichmann. L'effondrement de l'Allemagne nazie a marqué une révolution qui fut en premier lieu éthique et qui rend unimaginable, hors du cadre judiciaire, une défense d'Eichmann. Si le mot « comprendre », pour suivre encore Bloch, est « chargé d'amitié », il est clair que celle-ci ne peut pas englober les meurtriers du III<sup>e</sup> Reich.

Nous essayons certes de « comprendre », mais nous ne pouvons faire autrement que de condamner, car cette réprobation de principe constitue le fondement même de la civilisation occidentale d'après-guerre. Espérer comprendre le bourreau au point d'entrer dans sa tête est un projet romanesque, presque romantique. Intellectuellement, il constitue une aporie. Le désir qu'a l'écrivain de faire cette expérience (où la soif de connaissance doit bien également jouer un rôle) entre si violemment en contradiction avec sa répulsion qu'il s'égaré : il croit que le bourreau n'a pas parlé. Or il a parlé, mais ce qu'il a dit, l'auditeur ne peut plus le comprendre. Essayer de reconstituer les raisons d'agir des acteurs sans être certain d'atteindre une vérité ultime, c'est-à-dire en se demandant avec stupéfaction si celles-ci étaient vraiment suffisantes pour passer à l'acte, est une voie plus sûre vers l'intellection du passé.

Si l'on va plus loin, il est évident que, de manière générale, la pratique historique consiste également à statuer, à procéder à des arbitrages : entre deux versions possibles du même fait, deux interprétations distinctes d'un document, toutes également probables, à choisir. Or ces choix, ces arbitrages, il faudrait être arrogant ou ingénu pour prétendre qu'ils sont opérés dans un univers stérile où l'objectivité régnerait en maître. Non, dans le mouvement d'écrire l'histoire, l'historien est beaucoup plus présent que ne voudrait le faire accroire son style impersonnel. Quand il décide, il a ses raisons, et certaines ont sans doute plus à voir avec lui-même, ses croyances et ses présupposés, qu'avec les faits bruts. Il n'y a pas lieu, d'un côté, de s'en indigner et, de l'autre, de s'en cacher. Bien au contraire : l'histoire est une pratique sublunaire ; comme telle, elle ignore la perfection. Garder ce fait à l'esprit est ce qui peut nous arriver de mieux.

Si, rompant un instant avec cet ordre du discours, j'ai voulu insister sur la dimension personnelle de l'écriture historique, c'est tout à la fois pour mettre l'auteur et le lecteur en garde jusque contre moi-même, et parce qu'il me semble que les études historiques cherchant à établir « qui savait quoi<sup>12</sup> » de l'extermination des Juifs reposent en grande partie sur des présupposés, qu'ils soient historiographiques, politiques ou moraux. Tout comme le génocide nous révolte, nous préférons ne pas croire que les élites du Reich, les Allemands, et au-delà les autres peuples européens, ne savaient pas ce qu'il en était de la « solution finale de la question juive », telle que nous la comprenons aujourd'hui, c'est-à-dire un meurtre systématique mené à l'échelle européenne.

Ce postulat, dont j'essaierai un peu plus loin d'expliquer les fondements psychologiques, est un produit de l'époque, il a sa propre historicité même s'il a la vie dure. Il explique probablement pourquoi toutes les conséquences de l'incroyable évolution récente de l'historiographie de la « solution finale » n'ont pas encore été tirées. Car, depuis une quinzaine d'années, tout en somme a changé : la masse de connaissances s'est formidablement accrue ; les vieilles oppositions, intentionnalistes *vs* fonctionnalistes, apparaissent aujourd'hui trop simples ; la chronologie de l'évolution de la « solution finale » a été sérieusement revue, etc. Mais certains schémas – à propos du secret, par exemple – demeurent si profondément ancrés que l'on ne se rend même plus compte qu'ils sont eux aussi des constructions intellectuelles que l'on peut, que l'on doit réinterroger.

\*

Il s'agit d'une enquête, et non d'une étude à proprement parler. Je n'ai ainsi pas procédé à une campagne archivistique de grande ampleur et je n'apporte pas ou peu de documents inédits. Il m'a semblé, en effet, que les sources archivistiques non publiées que je serais susceptible de consulter avaient déjà été largement explorées et exploitées par mes prédécesseurs et qu'ils avaient eu à cœur d'en extraire les éléments les plus marquants. J'ai ainsi parié qu'à lire leurs livres je pourrais prendre connaissance de tous

les documents pertinents concernant la diffusion d'informations sur la politique systématique d'extermination des Juifs dans l'appareil d'État, dans la population allemande, et, au-delà, au sein des gouvernements étrangers, parmi les peuples européens et chez les autres belligérants.

Une telle méthode n'aurait probablement pas été possible dans un champ d'études moins continûment, moins profondément labouré que le mien. La bibliographie, comme on le sait, est immense et elle a pris des formes très variées : monographies nationales ou régionales, biographies, histoires des institutions, études d'ensemble, recueils de documents, etc. En partie du fait de cet investissement massif, les ouvrages publiés font une large place à la description, allant jusqu'à des niveaux de détail qui en font parfois des sortes d'équivalents-archives. Ce parti pris descriptif a ses vertus, en particulier celle d'intégrer dans le récit même les éléments qu'on peut interpréter comme des anomalies allant à l'encontre de la thèse défendue par l'auteur. Une partie de mon travail a donc consisté à repérer ces anomalies pour aller ensuite, si nécessaire, voir sur pièce. Ce recours restreint et ciblé aux archives ne résulte pas tant d'un désintérêt de principe que d'un arbitrage : j'ai préféré étendre autant que possible l'enquête. Et j'ai supposé que la tâche qui consistait à ordonner différemment cette documentation, en soi énorme, à la soumettre à un répertoire renouvelé de questions, à en proposer de nouveaux schémas d'analyse, – que cette tâche donc était peut-être suffisante en soi.

C'est ainsi une *proposition*, dont j'ai essayé de faire la démonstration, aussi développée qu'il était nécessaire, aussi synthétique que possible. Quand bien même, le cas échéant, elle apparaîtrait satisfaisante ou convaincante au lecteur, elle n'en demeurerait pas moins une proposition. On comprendra facilement ma réserve : démontrer l'ignorance est par nature plus difficile que le contraire. Un témoin de l'époque pouvait, le cas échéant, dire ou écrire : « Je sais que les chambres à gaz existent. » Mais nul témoin n'a jamais pu écrire au présent « je ne sais pas que les chambres à gaz existent », tout simplement parce que la proposition n'a pas de sens : ce qu'on ignore, on l'ignore et ne saurait en parler. Comme on le verra, j'ai pu, dans un certain nombre de cas, dépasser l'aporie en

établissant que l'ignorance n'est pas faite de vide, mais qu'elle est au contraire remplie de représentations différentes, d'imaginaires autres. L'argumentation cependant demeure fragile, en particulier parce que, le plus souvent, il est impossible de tirer des conclusions solidement assises, de statuer autrement qu'en reconduisant des *a priori*, par esprit de système. Qui plus est, et c'est là une objection d'un autre genre, j'avoue aussi n'avoir pas tout lu, m'en désolant un instant pour me souvenir celui d'après que tout lire sur la politique de persécution et d'extermination des Juifs est devenu matériellement impossible et que nombreux auteurs, y compris parmi les plus importants, n'ont pas procédé autrement que moi. Enfin, il est possible, sinon probable, qu'en réaction à cette proposition d'autres historiens fassent état ou découvrent d'autres sources qui conduiront à l'amender. Et c'est bien ainsi. L'histoire progresse de manière dialectique, par approximation progressive : elle se corrige à plusieurs mains.

Mais il ne s'agit pas seulement d'une question de sources. Une enquête (aussi bien qu'une étude), c'est également une manière d'organiser ses données, de construire son récit. L'expérience de la micro-histoire a montré la vertu euristique d'un tel genre – l'enquête – qui, mettant en quelque sorte le lecteur dans la position privilégiée de John H. Watson suivant Sherlock Holmes, l'invite à assister à la fois à la mise en question et à l'élaboration des réponses. Il s'agit bien sûr d'une image, et non d'une identification héroïque, tant s'en faut : à la différence de Holmes, je suis bien certain de n'avoir pas raison sur tous les points, ni surtout pour toujours. Mais cette image montre assez la différence de nature séparant enquête et étude. Ce qui se trouve en jeu, c'est la possibilité offerte au lecteur-accompagnateur de tester, chemin faisant, la validité des réponses proposées, d'apporter la contradiction, de constater les éventuelles erreurs de raisonnement ou les points aveugles, d'approuver ou, le cas échéant, de récuser les conclusions<sup>13</sup>.

Mon récit suivra donc son propre parcours – ce que l'on pourrait appeler le fil de l'enquête. Il sera régulièrement fait usage d'un certain nombre d'outils, eux aussi empruntés à la micro-histoire. C'est en particulier le cas pour ce que j'appellerai ici le paradigme Settis-Ginzburg, tiré de l'*Enquête sur Piero della Francesca* de

Carlo Ginzburg. Ce dernier avait rappelé, parce qu'il entendait les respecter, les deux règles édictées par l'historien de l'art Salvatore Settis afin de choisir entre différentes interprétations d'un même tableau : « a) toutes les pièces du *puzzle* doivent trouver leur place ; b) les pièces doivent dessiner un dessin cohérent. » Puis Ginzburg avait poursuivi : « J'en ajouterai une troisième : c) dans des conditions identiques, l'interprétation qui implique le moins d'hypothèses doit être considérée en règle générale comme la plus probable (mais la vérité, il ne faut pas l'oublier, est parfois improbable)<sup>14</sup>. » Ce que je désigne comme paradigme comprend ainsi trois règles – exhaustivité, cohérence et principe de parcimonie – et je vais à mon tour, c'est-à-dire à mon niveau et dans mon champ, essayer de les mettre en œuvre et de les décliner.

Le lecteur qui voudra bien accompagner ma démarche peut d'ores et déjà faire sa première objection : va pour *La Flagellation* d'Urbino ou pour *La Tempête* de Giorgione<sup>15</sup>, mais l'histoire, elle, n'est un tableau que par métaphore ! Et son objection est pertinente. Je ne mésestime pas, en premier lieu, le danger qui consiste à importer dans la pratique historique des outils élaborés pour l'analyse iconologique : le « tableau historique » est bien une convention de langage, une facilité. L'histoire sur laquelle travaille l'historien est plus prosaïquement assimilable à un ensemble des données, articulées les unes aux autres et susceptibles de faire l'objet d'un récit historique. Il ne faudra donc jamais espérer disposer de toutes les pièces, tant s'en faut, alors que tout figure sur le tableau.

Cette différence de nature est d'autant plus marquée concernant mon sujet. Les bourreaux, à partir d'un certain moment, ont tué dans des lieux reculés. Ils ont détruit les Juifs mais aussi leurs corps. Non contents de brûler les cadavres, ils ont passé les archives par le feu, avec une ambition systématique. On ne le verra que trop : l'enquête consiste à relier des lambeaux épars de documentation que le hasard a légués, des pièces rescapées. Il n'est guère que dans le cas du Journal de Goebbels où l'on ait la certitude d'avoir l'intégralité du corpus, à l'exception des toutes dernières semaines. Les archives du ministère allemand des Affaires étrangères sont un autre gisement important qui, par un hasard inexplicable, paraît avoir échappé à peu de choses près à la destruction.

Pour le reste, on fait avec le peu qu'on a, et l'incomplétude de la documentation apparaît comme une raison supplémentaire pour ne négliger aucun de ces lambeaux. L'exhaustivité est de règle, même si elle s'exerce sur un ensemble lacunaire.

Dans le même temps – et c'est là une autre différence avec l'analyse iconologique –, il est hors de question d'intégrer dans le récit, sauf à en démultiplier la longueur, la totalité des informations disponibles. Citer tous les discours prononcés par Hitler, Himmler, Goebbels, les membres du Parti, les responsables locaux ? Reprendre tous les articles de presse ? Mentionner tous les journaux intimes ou chacune des correspondances administratives ? Cela n'est ni possible ni même souhaitable. Pour l'interprétation ou, si l'on veut, pour le rendu du « dessin cohérent » évoqué par Settis, toutes les pièces n'ont pas la même valeur. Certaines, en raison de leur pertinence, sont indispensables. D'autres ne le sont pas parce que leur inclusion éventuelle ne changerait rien à ce dessin. Mais, après tout, il s'agit là d'un arbitrage, d'un tri qui fonde la pratique quotidienne de n'importe quel historien. Mettre les pièces à leur place équivaut à établir sans erreur la datation de tel ou tel document et à ne pas omettre l'une des caractéristiques qui en font tout le sens. Les discours, les rapports, les courriers sont le plus souvent trop longs pour être cités dans leur intégralité : certains passages sont indifférents et peuvent être passés sous silence quand d'autres déterminent si la pièce peut être placée à tel ou tel endroit.

Il résultera parfois de la méthode adoptée une certaine sinuosité du récit : c'est qu'il faut – et je file une dernière fois la métaphore – intégrer toutes les pièces pertinentes du *puzzle* et, de surcroît, le faire harmonieusement et sans trop d'artifice. C'est-à-dire qu'il conviendra aussi de se pencher sur la question des anomalies, en essayant de leur trouver une explication simple ou en montrant qu'elles ne sont justement pas des anomalies. Dans le cas présent, l'anomalie de départ, le *cas*<sup>16</sup>, est le Journal de Joseph Goebbels.

\*

Une proposition, disais-je. La suivante : la « solution finale de la question juive », ce meurtre systématique de l'ensemble des Juifs

européens, a été conçue et mise en œuvre dans le secret le plus absolu, ou du moins le plus grand possible.

On pourra trouver cette affirmation triviale dans la mesure où chacun est susceptible de la reprendre à son compte. Cependant, il est bien probable qu'aucun historien ne serait d'accord au moment de délimiter le cercle à l'intérieur duquel cette politique n'était plus un secret ou, si l'on veut, constituait un secret autorisé, un secret partagé. Pour des raisons que j'expliquerai plus loin, l'historiographie a toujours supposé, depuis les procès de Nuremberg, que l'appareil d'État, aux échelons les plus élevés, avait été informé de ce que la « solution finale » serait un meurtre immédiat et systématique des Juifs : n'y avait-il pas eu la conférence de Wannsee ? Depuis l'après-guerre, cette réunion interministérielle est, sauf rares exceptions, considérée comme un tournant radical dans la politique antijuive allemande : à Wannsee au plus tard, la décision avait été prise de tuer tous les Juifs ; c'est cette politique de meurtre systématique qui avait été présentée par Heydrich, le 20 janvier 1942.

Il me semble que les choses ont été beaucoup plus complexes dans la réalité, ainsi que j'ai déjà essayé de le montrer il y a quelques années dans mon livre sur *La « solution finale de la question juive »*<sup>17</sup>. Ce que je vais tenter de démontrer ici, c'est que, quoi qu'il en soit par ailleurs de Wannsee, le cercle des porteurs de secret était beaucoup plus restreint que l'on a l'habitude de le penser. Et l'on verra qu'il y a eu, à ce secret plus strict, bien des raisons que les principaux acteurs, Himmler ou Hitler, n'ont jamais cachées.

Mais parler de secret équivaut à construire l'esquisse d'une politique de communication, que je vais essayer de saisir au sein de l'appareil d'État. Et force est de constater qu'à un moment donné, en octobre 1943, cette politique de communication reçut une inflexion fondamentale : à Posen, devant les plus hautes autorités politiques, sécuritaires, puis militaires, Himmler expliqua pour la première fois ce qu'avait été la « solution finale ». Goebbels, confronté à ces mots crus, fut forcé de savoir que les Juifs allemands déportés à l'Est avaient eux aussi été gazés. Mais le *Reichsführer* avait dit autre chose : cette « solution finale » était achevée ou en passe de l'être.



Cet état de fait – une révélation qui intervient au terme du processus – autorise, je crois, à parler pour cette période précise de « complot ». Le mot, certes, est insatisfaisant. Suspect en sciences humaines, il est, de plus, appliqué dans ce livre à une configuration probablement inédite où le chef de l'État faisait partie du complot. Hitler et Himmler avaient en effet choisi de faire perpétrer le meurtre indiscriminé et rapide des Juifs d'Europe par l'appareil policier, lié par le secret ; et ils avaient, dans le même mouvement, décidé de *ne pas* informer le reste de l'appareil d'État, à quelques exceptions près, de tous les volets de cette politique transgressive, dont certains étaient par ailleurs connus.

Tout à la fois concepteurs et donneurs d'ordre, les deux hommes partageaient une conscience aiguë de la radicalité de leur projet. Il existait certes une justification politique au meurtre, suffisamment puissante pour permettre le passage à l'acte. Et Hitler et Himmler, chacun à sa manière, n'ont cessé de l'exposer, dans des discours publics ou privés, dans des ordres ou des correspondances. Mais, si fondée qu'elle fût du point de vue idéologique, la mise à mort systématique des Juifs pouvait sembler heurter ce qui restait de morale judéo-chrétienne dans l'Allemagne nazifiée – pour le dire vite et sans doute mal. Les deux plus hauts responsables de la politique antijuive pouvaient bien s'emporter régulièrement contre ce reliquat déplacé de « sentimentalité » : ils devaient néanmoins le prendre en compte. La transplantation simple des Juifs à l'Est, qui constituait à l'origine le projet politique nazi en matière de « question juive », était devenue une fiction. Le complot avait donc consisté, pour les responsables et les exécutants de la « solution finale » entendue comme un meurtre, à laisser le reste de l'appareil d'État croire qu'il n'en était rien.

\*

Il faut s'entendre, cependant, sur les mots et sur le contenu du complot. Loin de moi, en premier lieu, l'idée que personne n'aurait rien su : elle n'a tout simplement aucun sens. La question de la connaissance est d'ailleurs, pour mon propos, à la fois accessoire et instrumentale. Ce qui m'intéresse est, au premier chef, ce qui

avait été *officiellement* communiqué à tel ou tel acteur administratif ou politique nazi. Pour autant, jauger la connaissance de cet acteur peut s'avérer indispensable pour déterminer ce qui était effectivement communiqué par l'instance agissante : comment imaginer, en effet, qu'officiellement mis au fait de la mort systématique des Juifs déportés, un responsable ait pu agir en dépit de cette information, très exactement comme s'il ne savait pas ? Pour dire les choses autrement, s'il parvient à montrer de manière fiable que tel acteur croyait encore, à un moment précis, à la transplantation simple des Juifs déportés, l'historien apporte également la preuve de ce que cet acteur n'avait pas été jusqu'alors officiellement informé du meurtre.

Ma deuxième réserve porte sur la durée de vie – limitée – du complot. Les deux discours qu'Himmler a prononcés à Posen en octobre 1943 devant les plus hauts responsables de la SS, puis les plus hauts dignitaires du Parti, ont constitué le début d'une série d'allocutions similaires par laquelle le *Reichsführer* – ou Hitler le cas échéant – informa les autorités politiques et militaires de la politique criminelle jusqu'alors menée contre les Juifs. Dès lors, on retombe, mais avec un décalage de dix-huit mois, dans la configuration classique d'une politique secrète, au sens où l'historiographie l'entendait concernant la « solution finale ». Le programme de meurtre était secret ; les élites nazies, dûment informées, en partageaient l'entière responsabilité, parce qu'elles étaient directement impliquées ou, à tout le moins, parce qu'elles consentaient au massacre et concourraient, en ne le dénonçant pas, à sa poursuite. Or Himmler, quand il annonçait la fin prochaine de la « solution finale », parlait explicitement de l'ensemble du Reich et des territoires occupés par l'Allemagne, dont les frontières, jusqu'à la fin de la guerre, ne cessèrent de s'étendre avec l'occupation de la Hongrie ou de la Slovaquie. Des centaines de milliers de Juifs allaient encore être assassinés jusqu'à la fin de la guerre.

Enfin, et c'est la limitation la plus importante, le complot a porté sur un aspect seulement de la « solution finale », mais un aspect crucial : le meurtre des Juifs allemands et des pays alliés de l'Allemagne, qui était par nature différent et plus transgressif que la mise à mort des *Ostjuden*. Le massacre de millions de Juifs

de l'Est, soviétiques ou polonais, avait été perpétré suivant des modalités différentes, avait obéi à un calendrier décalé, et était à la fois conçu et compris suivant des catégories spécifiques. Les *Ostjuden* étaient ceux qui contrastaient le plus, par leur apparence, leur mode de vie et la puissance des fantasmes qu'on projetait sur eux, avec les Aryens : ils étaient l'incarnation des pires conceptions racistes nazies. Par ailleurs, vivant sur des territoires conquis, parfois juste derrière le front, les Juifs de l'Est étaient perçus suivant des schémas sécuritaires : comme des partisans en puissance, sinon en fait, comme les ennemis les plus dangereux du Reich hitlérien. Leur meurtre était connu non seulement des élites mais aussi d'une bonne partie de la population allemande, et l'on ne s'avancerait sans doute pas trop en disant qu'il était également très largement accepté.

À l'inverse, le meurtre des Juifs allemands, et plus généralement de ceux habitant l'ouest, le sud et le nord de l'Europe avait une charge transgressive beaucoup plus grande, du fait même de leur proximité avec les membres des sociétés dans lesquelles ils vivaient. Cette différence substantielle, qui était vécue comme une évidence par les contemporains mais que, subjugués par des notions telles que la « Shoah » ou l'« Holocauste », nous n'arrivons plus à saisir – cette différence est sensible à de très nombreux niveaux, comme on pourra s'en apercevoir. Le meurtre des Juifs de l'Ouest a été décidé plus tard, il a fait l'objet de procédures spécifiques, et c'est pour le cacher qu'avait été mis en place un secret renforcé, superlatif, que j'assimile donc à un complot.

\*

La structure même de ma proposition entraînera, par la force des choses, une focalisation sur ce meurtre-là, dont on pourrait faire remarquer, à bon droit, qu'il ne concerne qu'une minorité des presque six millions de victimes du génocide, dont plus des deux tiers étaient des *Ostjuden*. Quoiqu'on doive sans doute le regretter dans l'absolu, l'histoire n'est cependant pas graduée comme une règle. En ce domaine comme dans d'autres, toutes les victimes, on le sait, n'ont pas la même valeur, c'est-à-dire que nous ne leur

accordons pas la même attention. Deux éléments complémentaires doivent ici être pris en compte.

La place relativement moins importante occupée pendant longtemps par le meurtre des Juifs de l'Est dans les mémoires nationales et dans la vision d'ensemble du génocide est explicable de diverses manières. En premier lieu, le caractère systématique du massacre, non pas planifié mais effectivement réalisé dans ces régions, a privé de postérité, au sens biologique du terme, ces victimes polonaises, russes, ukrainiennes ou lituaniennes. Personne n'a survécu ou presque, ce qui veut dire que la mémoire du meurtre commis à leur encontre n'a pas pu être portée par une communauté comparable à celle qui existait en France ou en Belgique. Par ailleurs, on le comprend bien, la donne géopolitique de l'après-guerre a entraîné des politiques mémorielles spécifiques : le « bloc » soviétique et allié a administré son passé suivant des modes et en fonction d'impératifs différents de ceux qui ont prévalu en Europe de l'Ouest. Enfin, et cela est sans doute plus pénible à dire, cette perception différenciée des *Ostjuden* n'était pas réservée aux seuls nazis, tant s'en faut. Elle constituait une catégorie partagée d'entendement que l'on pouvait voir mobilisée à l'époque, jusque par des intellectuels juifs, en France ou ailleurs. Pour eux également, pour des raisons et d'une manière évidemment différentes, les Juifs de l'Est étaient *les autres*. Je crois que nous avons été longtemps, sans nous en rendre vraiment compte, les héritiers de ces préjugés.

Le second facteur explicatif est plus fondamental. La singularité de la « solution finale de la question juive », la place cardinale qu'elle occupe dans la conscience occidentale, tient pour une très grande part au caractère systématique – et, en ce sens, d'une nouveauté absolue – du projet criminel nazi. Tous les Juifs, quels que fussent leur âge, leur sexe ou leur condition, où qu'ils se fussent trouvés sur le continent, *tous* les Juifs devaient être tués. Quelque chose, dans cette radicalité, défie le sens commun. Et la stupeur que nous en ressentons pèse en nous d'un bien plus grand poids que notre effroi face à l'énormité du bilan, dans une guerre d'une brutalité inouïe qui ne fut pas avare de morts de toutes sortes.

Cette manière de penser, qui nous fait en somme attacher plus

d'importance au caractère systématique de l'entreprise criminelle qu'à son bilan différencié suivant les régions, a également son historicité, c'est-à-dire qu'il aurait pu, après tout, en aller autrement. Dès les procès de Nuremberg, comme nous le verrons, on supposait que Hitler avait précocement décidé de tuer l'ensemble des Juifs. Par voie de conséquence, le caractère total du massacre apparaissait dès ce moment comme un élément structurant et central et il gouvernait, qui plus est, l'ensemble de ses composantes. Le meurtre des Juifs soviétiques n'aurait été ainsi qu'une déclinaison de ce but depuis longtemps affirmé, de même que celui, plus tardif, des Juifs polonais, ou allemands ou slovaques ou français.

Depuis une trentaine d'années, cette vision simplifiée n'a plus cours dans l'historiographie. Chacun s'accorde désormais à penser que les premiers massacres de Juifs sur les territoires soviétiques occupés avaient été perpétrés avant, ou bien avant que ne surgisse un projet de meurtre généralisé. C'est seulement à partir du moment où, durant le premier semestre 1942, la « solution finale » a basculé dans l'extermination indifférenciée, que ces massacres ont pu être perçus *a posteriori* comme une première étape, la première étape d'un projet à l'échelle européenne qui n'existait pas encore sous cette forme au moment où ils ont été commis. Si cette chronologie avait été clairement perçue dès la fin de la guerre, il aurait pu ainsi se faire que le caractère systématique apparût, non pas tant comme *l'attribut constitutif* de la « solution finale », mais en quelque sorte comme *un facteur aggravant*, venant s'ajouter à son monstrueux bilan. Tel, cependant, n'a pas été le cas et, dans la construction historiographique et mémorielle, c'est, encore aujourd'hui, le caractère systématique du meurtre qui fait sa terrible singularité.

Dans le présent ouvrage, la place comparativement réduite accordée au meurtre des Juifs de l'Est est moins la conséquence lointaine de ces logiques mémorielles que le résultat mécanique de l'attention portée aux catégories des acteurs. Le meurtre des *Ostjuden*, encore une fois, faisait l'objet d'une information au sein de l'appareil d'État, il était largement connu du reste de la population, et partout il était largement accepté. Or, ce qui me retient ici est le secret. Ce biais, le lecteur aura soin de le garder en tête tout au long de ces pages.

\*

La dissociation analytique entre le meurtre des Juifs de l'Est et celui des autres Juifs est ainsi fondamentale dans la présente enquête. Elle se trouve combinée à un réexamen de la conférence de Wannsee. Le 20 janvier 1942, Reinhard Heydrich avait été clair : à terme, tous les Juifs devaient *mourir*. Avait-il pour autant expliqué qu'il fallait les *tuer* tous ? Le dispositif décrit par le chef de l'Office central de sécurité du Reich était, suivant le compte rendu dont on dispose, plus composite : les Juifs allemands et occidentaux, qui constituaient l'objet de la réunion, seraient déportés à l'Est où ils mourraient suivant des modalités complexes comprenant la déportation dans des régions inhospitalières et la mise au travail forcé. En complément à cette « diminution naturelle<sup>18</sup> », qui s'étalerait sur une période indéterminée, Heydrich indiquait que ceux qui auraient survécu seraient traités « de manière appropriée » – et je crois, moi aussi, qu'il faisait là référence au meurtre, dont l'importance était cependant marginale dans l'économie générale du projet. Cependant, voir dans cette description, comme on le fait traditionnellement, une sorte d'annonce des chambres à gaz d'Auschwitz, est une simplification, pire : un anachronisme. Car c'est une demi-année plus tard que fut décidée la construction des quatre complexes de gazage et de crémation qui donnèrent au camp sa dimension industrielle. Or un semestre est une bien longue période dans le temps court de la guerre et, plus encore, dans ce court terme où s'écrit l'histoire du basculement vers le meurtre et dont l'unité de mesure est le mois ou le jour.

Mais il y a plus. L'interprétation traditionnelle, à mon sens, ne cadre pas avec les données disponibles, lesquelles permettent de cerner le problème sous tous les angles. En effet, le projet décrit par Heydrich, suivant le compte rendu, ne peut être assimilé à un projet de meurtre immédiat ; il est probable qu'à Wannsee, au cours des discussions, la perspective d'une survie à moyen terme des Juifs déportés ait été évoquée ; les participants à la conférence ont d'ailleurs continué, tout au long de 1942, à penser cette

déportation à l'Est comme une simple transplantation. Enfin, et peut-être surtout, de nouveaux documents le montrent de manière univoque : à l'époque de la conférence interministérielle, l'Office central de sécurité du Reich (RSHA) prévoyait encore, en interne, que les Juifs allemands déportés seraient à la fin de l'été une nouvelle fois transplantés, plus « à l'Est » : il n'était donc pas question de les tuer immédiatement.

Le réaménagement – à la vérité peu ambitieux – que je propose ici s'inscrit dans la droite ligne de mes précédents travaux. Il consiste à prendre au sérieux ce dispositif à détente multiples qui, présenté à Wannsee, fut effectivement mis en œuvre pendant les mois qui suivirent – un état de fait qui constitue une ultime objection à la lecture consacrée de Wannsee. En d'autres termes, il convient, je crois, de retarder de quelques mois par rapport au récit traditionnel le basculement définitif dans le meurtre indiscriminé et sans délai. De fait, entre avril et juin 1942, le schéma originel de disparition à court ou moyen terme de tous les Juifs laissa la place à une déportation rapide vers les chambres à gaz d'Auschwitz, de Sobibor ou de Treblinka. D'un projet politique d'extinction, tel qu'exposé à Wannsee, on était alors passé à une politique d'extermination.

Auschwitz a été élevé dans la conscience collective en symbole de cette politique génocidaire. À juste titre, parce qu'Auschwitz est bien le lieu où le caractère systématique du meurtre s'était concrétisé. Dès le départ, la vocation du camp était pleinement européenne. Les convois devaient y arriver en provenance de tout le continent et c'est pour « traiter » un nombre aussi énorme de victimes qu'ont été planifiées puis construites des installations de gazage et de crémation de dimension industrielle. Auschwitz était l'outil de la « solution finale ». Son bilan – près d'un million de morts – a été au final inférieur à celui de Treblinka. Mais Treblinka était un camp régional et il fut fermé parce qu'il n'avait plus de raison d'être : tous les Juifs polonais avaient été tués. La tâche d'Auschwitz, au contraire, ne fut par chance jamais achevée : des centaines et des centaines de milliers de Juifs français, bulgares, roumains, hongrois, auraient dû, suivant les plans nazis, y être déportés et assassinés ; ils ne le furent pas. Pour autant,

Auschwitz n'est pas forcément un bon symbole en ceci que, lieu associé au meurtre des Juifs de l'Ouest, il ne rend pas compte du massacre des *Ostjuden*, qu'il n'en donne pas la pleine mesure. En un sens, quand on parle du génocide des Juifs, il faudrait toujours dire Babi Yar et Auschwitz, et même Babi Yar, Treblinka et Auschwitz. Mais on quitte alors la symbolique pour verser dans l'énumération.

Le sens que je donne à Auschwitz dans le présent livre est encore plus restreint : je ne prétends pas désigner avec ce nom l'ensemble du génocide, mais l'*ultime* configuration de la politique antijuive, où tous les Juifs, et non plus seulement les Juifs de l'Est, devaient être assassinés. Auschwitz renvoie donc à la fois à un dispositif et à une temporalité, qui sont indissociables. Car le camp a été progressivement transformé en site industriel d'extermination à partir du printemps 1942, au moment même où la politique nazie bascula vers le meurtre total et pour le mettre en œuvre.

Or c'est ce basculement-là qui me retient, parce qu'il ne fut pas, selon moi, rendu public au sein de l'appareil d'État. Cette retenue, ce silence paradoxaux au premier abord, ne sont en rien étonnants : une divulgation n'était, dans un premier temps du moins, ni nécessaire ni souhaitable. Il pouvait même paraître contre-productif de parler d'Auschwitz ou d'en parler trop tôt.

L'absence de communication officielle interne concernant cette politique criminelle systématique constitue bel et bien le point central de ma démonstration. Pour autant, elle n'épuise pas, tant s'en faut, la question de qui savait quoi. Car si les membres des ministères des Affaires étrangères, de l'Intérieur ou de la Propagande, si les hauts responsables du Parti, si les chefs de gouvernement étrangers et le pape lui-même, si les peuples européens n'avaient pas été officiellement informés de ce basculement vers le meurtre, il n'empêche que, par d'autres voies, tous s'étaient trouvés confrontés, à un moment ou à un autre, puis de manière plus ou moins régulière, à des informations alléguant une politique de massacre de grande ampleur des Juifs déportés. La question qui se posait à eux, chacun à son niveau, était donc la suivante : fallait-il accorder du crédit à ces informations véhiculées par ce qui relevait, pour certains d'entre eux, de la propagande ennemie,



la propagande juive ? Ou les disqualifier en tant que rumeurs et s'en tenir à la ligne officielle, qui n'était en réalité qu'une fiction ? Question ardue, on l'imagine, et qui, faute de documents probants, laisse souvent l'historien dans l'incertitude. Il sera néanmoins possible, dans un certain nombre de cas, de déterminer comment les membres de l'appareil d'État l'ont tranchée.

Projet d'extinction ou politique d'extermination, la « solution finale de la question juive » a, à un moment donné, coïncidé avec la disparition physique des Juifs d'Europe. On pourrait considérer comme indifférente la distinction entre ces deux voies possibles de réalisation d'un but unique et monstrueux. Ce serait un tort. Aujourd'hui comme hier, pour eux comme pour nous, la différence entre laisser mourir et faire tuer est radicale et constitue une sorte d'invariant anthropologique que même les théories raciales nazies n'ont pas réussi à effacer totalement. Mise à l'épreuve à plusieurs reprises au cours de l'enquête, cette distinction permet de reconstituer de manière plus satisfaisante les catégories mentales mobilisées par les acteurs et aboutit, de ce fait, à une compréhension plus profonde, plus précise de leurs choix quant aux modalités de mise en œuvre du meurtre. Ma proposition de reconstitution pourra sembler au premier abord complexe, ou même inutilement complexe, mais elle répond, je crois, à l'injonction faite à l'historien, toutes époques confondues, de mieux cerner comment cela a été. Dans le cas d'espèce, on le comprendra bien, reconstituer « comment cela a été » est une autre manière de se demander, avec une inquiétude aussi vivace qu'au premier jour, malgré les décennies passées : « Comment cela a-t-il été possible ? »

L'enquête historique qu'on va lire autorisa probablement au bout du compte un double constat, profondément équivoque : la permanence relativement tardive du meurtre en tant que limite transgressive dans la société allemande nazifiée, à tout le moins pour certaines catégories de victimes comme les Juifs allemands ; le consensus quasi unanime de cette même société autour d'un objectif avoué d'extinction du peuple juif sans distinction d'aucune sorte.

\*

On pourra insister sur l'un ou l'autre des deux termes de ce constat. Il me semble quant à moi parfaitement accablant. Peut-être néanmoins pourra-t-il heurter. On voudra croire que, modifiant les schémas explicatifs hérités de Nuremberg, mon enquête serait susceptible de fragiliser les assises de notre condamnation morale du phénomène nazi. Je ne le crois pas. En premier lieu, parce que cette condamnation morale est un fait de civilisation qui, universellement accepté ou presque, ne saurait faire l'objet d'aucune discussion. D'autre part, parce que le caractère limité de mon enquête, qui vise seulement à décrire les modalités de mise en œuvre d'une partie de la politique de meurtre des Juifs, n'autorise pas de réexamen. Pour la très grande partie des victimes, les Juifs de l'Est, en effet, leur meurtre était connu et accepté, approuvé. Rapidement donc, le projet d'extinction n'avait porté que sur les Juifs de l'Ouest, un projet dont la caractérisation morale ne saurait lui non plus faire débat. Mais il y a plus encore, et j'en finirai là. Si le meurtre n'avait pas été considéré comme transgressif, il n'aurait pas été caché aussi précautionneusement qu'il l'a été. Surtout, s'il n'y avait pas eu de consensus autour d'un projet d'extinction largement défini, le meurtre aurait été tout simplement inimaginable, car cacher plus n'était pas possible. On voit bien que les choses sont indissociablement liées.

Le trouble que certains pourront éprouver à me lire, de manière j'espère passagère, il faut lui aussi le mettre à distance et essayer d'en comprendre les ressorts. Nous raisonnons vis-à-vis du nazisme suivant deux modalités concurrentes et contradictoires. Nous sommes capables de les identifier avec netteté, mais pas forcément de les articuler de façon consciente. Un débat historiographique ancien, ayant eu en Allemagne et ailleurs des répercussions considérables – celui autour du 101<sup>e</sup> bataillon de police et de sa participation au meurtre des Juifs – a eu pour vertu de polariser l'opposition entre ces deux modes d'intellection. Les bourreaux nazis, qui étaient-ils ? Des « *hommes ordinaires* » comme l'avait avancé Christopher Browning en 1992, ou bien alors des « *Allemands ordinaires* »,

suivant l'expression utilisée quatre ans plus tard par Daniel Goldhagen<sup>19</sup> ? Les deux auteurs avaient consacré tout ou partie de leur ouvrage à une même unité de sécurité, responsable de nombreux massacres en Pologne à partir de l'été 1942, mais ils avaient tiré de la même documentation des conclusions différentes.

Un des mérites de l'ouvrage de Browning, unanimement reconnu et célébré, était à mon sens de mettre l'accent sur deux éléments. En premier lieu, tuer n'était pas facile, cela restait, au moins au début, une action transgressive. Dans le passage à l'acte, par ailleurs, d'autres motivations que le désir de tuer des Juifs étaient observables, plus décisives encore : il existait des mécanismes de groupe, des solidarités, des contraintes, qui poussaient les agents à réaliser une tâche dont certains auraient parfois préféré se dispenser. En réaction à cette interprétation qui minimisait, pour certaines catégories d'exécutants sur le terrain, l'importance de l'impulsion antisémite, Goldhagen considérait en revanche que ces mêmes soutiers de l'extermination avaient tué des Juifs parce qu'ils le voulaient, parce qu'ils le souhaitaient, et que le passage à l'acte n'avait guère posé de difficulté. Dans le récit de l'un, donc, le meurtre pouvait avoir entraîné une certaine répulsion tandis que, suivant l'autre, il avait été une source de profonde satisfaction.

Une telle dichotomie ne s'applique pas seulement aux bourreaux sur le terrain, comme ceux étudiés par Browning et Goldhagen. Elle est également valable, je crois, pour les plus hauts responsables du régime comme le montrent à mon sens les débats historiographiques feutrés autour du comportement de Himmler lors de l'exécution d'une centaine de partisans et de Juifs dans les environs de Minsk, le 15 août 1941. Suivant certains témoignages, Himmler avait été profondément troublé par cette exécution, peut-être parce que deux femmes figuraient parmi les victimes. L'un d'eux témoignait : « Himmler était nerveux au plus haut point, il ne resta pas un seul instant calme, il était blanc comme un linge<sup>20</sup>. » D'autres personnes présentes ont donné une version différente de l'exécution et assuré que Himmler ne s'était pas trouvé mal. Dans tous les cas, le 15 août 1941 a longtemps été considéré par l'historiographie comme le moment où, du fait des difficultés rencontrées par les bourreaux lors de fusillades de ce type, la nécessité

d'un recours à une autre méthode de mise à mort s'était fait jour : ce seraient donc les camions, puis les chambres à gaz<sup>21</sup>. Selon les historiens, c'est le premier ou le second récit qui a été choisi<sup>22</sup>. Nul doute que, dans ce choix, se joue également de manière plus ou moins articulée la question de la normalité ou de l'anormalité du meurtre et par contrecoup du meurtrier.

Quand nous réfléchissons à froid, quand nous intervenons dans un débat académique, dans toutes les circonstances où il s'agit d'être intelligents, c'est-à-dire quand nous essayons de comprendre le monde en sachant bien qu'il faut le regarder avec un minimum de distance, nous donnons toujours la préférence à Browning et nous comprenons bien que faire du peuple allemand un peuple de « bourreaux volontaires » revient à simplifier outrageusement l'histoire, à la soumettre, non sans danger, à des impératifs mémoriels ou politiques. Pourtant, il me semble bien que dans le tréfonds de nous-mêmes, là où notre détestation du nazisme s'élabore et se perpétue, où une bonne partie de ce que nous avons d'éthique trouve sa source, dans cet endroit obscur et mal identifié où nous pensons sans y penser, où nous *ressentons* confusément, c'est le schéma de Goldhagen qui prédomine. Sans être capables de le formuler, sans même nous en rendre compte, nous souhaiterions profondément que ce soit lui qui ait raison, que le mal se soit incarné durant la Seconde Guerre mondiale suivant des modes non reproductibles qui valorisent tout ce qui nous sépare des bourreaux. Ces bourreaux, ils n'ont rien à voir avec nous, nous sommes leur exact contraire parce que nous nous sommes construits contre eux.

Pour en revenir à ce qui fait l'objet de cette enquête, toutes ces raisons expliquent que nous préférerions sans doute que les responsables nazis aient été informés du meurtre de tous les Juifs, qu'ils l'aient accepté, et même qu'ils s'en soient réjouis. Le présent ouvrage, comme on le verra, va souvent à rebours de ces attentes : il ne permet pas, pour parler de manière imagée, de cocher systématiquement ces trois cases pour chacun à tous les moments. Cela changerait-il vraiment quoi que ce soit à l'horreur du crime ?



# Notes

## Introduction

1. Sur le rapport de l'historien à son objet, voir Florent Brayard, «La longue fréquentation des morts. Browning, Kershaw, Friedländer», *Annales*, 64<sup>e</sup> année, n° 5, septembre-octobre 2009. La citation est tirée d'Annette Wieviorka, *Auschwitz, 60 ans après*, Paris, R. Laffont, 2005, p. 11.

2. La datation de cette mission a été magistralement faite par Christian Gerlach, «The Eichmann Interrogations in Holocaust Historiography», *Holocaust and Genocide Studies*, vol. 15, n° 3, hiver 2001. Sa contestation par Christopher Browning ne me semble pas convaincante en l'état («Perpetrator Testimony. Another Look at Adolf Eichmann», *Collected Memories. Holocaust History and Postwar Testimonies*, Madison, University of Wisconsin University, 2003).

3. Adolf Eichmann, «Götzen», archives de Yad Vashem, Jérusalem. Pour les deux premiers camps, respectivement p. 175 et p. 179 *sq.* Pour Auschwitz, voir l'interrogatoire d'Eichmann par Avner Less, en date du 6 juin 1960, State of Israël, Ministry of Justice, *The Trial of Adolf Eichmann*, Jérusalem, 1995, vol. 7, en particulier p. 380.

4. Adolf Eichmann, «Götzen», document cité, p. 199-201.

5. Florent Brayard, «Joseph Goebbels et l'extermination des Juifs. 1939-1943», in Joseph Goebbels, *Journal. 1939-1942*, Paris, Tallandier, 2009. Les trois autres volumes de cette utile édition partielle ont été publiés par le même éditeur en 2005, 2006 et 2007. Je remercie chaleureusement Henri Bovet pour cette proposition.

6. Il existe une édition en 29 volumes publiée par l'Institut für Zeitgeschichte sous la direction d'Elke Fröhlich par les éditions Saur (*Die Tagebücher von Joseph Goebbels*, Munich, K.G. Saur, 1993-2005) et une édition électronique, très utile : *Nationalsozialismus, Holocaust, Widerstand und Exil 1933-1945. Online-Datenbank*. K.G. Saur, <http://db.saur.de>.

7. Voir Florent Brayard, *La « solution finale de la question juive ». La technique, le temps et les catégories de la décision*, Paris, Fayard, 2004, p. 296-397 ; voir également «Le secret et la prophétie», *Vacarme*, n° 25, automne 2003.

8. Les ouvrages les plus importants dans le domaine sont : David Bankier, *Die öffentlicher Meinung im Hitler-Staat. Die « Endlösung » und die Deutschen. Eine*

*Berichtigung*, Berlin, Berlin Verlag, 1995 ; Bernward Dörner, *Die Deutschen und der Holocaust. Was niemand wissen wollte, aber jeder wissen konnte*, Berlin, Propyläen, 2007 ; Peter Longerich, « *Nous ne savions pas* ». *Les Allemands et la Solution finale. 1933-1945*, Paris, Éditions Héloïse d'Ormesson, 2008. La présente étude n'aurait pas été possible sans leurs travaux.

9. Michel Foucault, « Qu'est-ce qu'un auteur ? », in Michel Foucault, *Dits et écrits I, 1954-1975*, Paris, Gallimard, 2001, p. 820.

10. Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1997, p. 127 et 125.

11. Lucien Febvre, « Contre les juges suppléants de la vallée de Josaphat », *Annales E.S.C.*, III, 1948. De manière significative, il s'en prenait également à des historiens travaillant sur la Révolution française.

12. Stéphane Courtois et Adam Rayski, *Qui savait quoi ? L'extermination des Juifs, 1941-1945*, Paris, La Découverte, 1987.

13. Sur l'importance du « paradigme indiciaire », on devra se reporter à l'article de Carlo Ginzburg, « Traces. Racines d'un paradigme indiciaire », dans *Mythes, emblèmes, traces. Morphologie et histoire*, Paris, Flammarion, 1989. Il est par ailleurs à noter que la métaphore du récit historique comme roman policier apparaît sous la plume d'Edward H. Carr, au moment de mettre en garde le lecteur sur les partis pris de l'historien, in « L'historien et les faits », *Qu'est-ce que l'histoire ?*, Paris, La Découverte, 1988, p. 69-70.

14. Carlo Ginzburg, *Enquête sur Piero della Francesca. Le Baptême, le cycle d'Arezzo, la Flagellation d'Urbino*, Paris, Flammarion, 1983, p. 26.

15. Salvatore Settis, *L'Invention d'un tableau. « La Tempête » de Giorgione*, Paris, Minuit, 1987.

16. Jean-Claude Passeron et Jacques Revel, « Penser par cas. Reasonner à partir de singularités », in *id.* (dir.), *Penser par cas*, Paris, EHESS, 2005.

17. Florent Brayard, *La « solution finale de la question juive »*, *op. cit.*

18. Compte rendu de la conférence de Wannsee (p. 7) in Kurt Pätzold et Erika Schwarz, *Tagesordnung : Judenmord. Die Wannsee-Konferenz am 20. Januar 1942*, Berlin, Metropol, 1998, p. 107.

19. Christopher R. Browning, *Des hommes ordinaires. Le 101<sup>e</sup> bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale*, Paris, Belles lettres, 1994, et Daniel Jonah Goldhagen, *Les Bourreaux volontaires de Hitler. Les Allemands ordinaires et l'holocauste*, Paris, Seuil, 1997.

20. Témoignage d'Erich von dem Bach-Zelewski, cité in Florent Brayard, *La « solution finale de la question juive »*, *op. cit.*, p. 291.

21. Cf. chap. I, p. \*\*\*.

22. Confronter par exemple le récit de Raul Hilberg in *La Destruction des Juifs d'Europe*, Paris, Fayard, 1988, p. 286-287 et de Christopher Browning dans son livre écrit avec la collaboration de Jürgen Matthäus, *Les Origines de la solution finale. L'évolution de la politique antijuive des nazis. Septembre 1939-mars 1942*, Paris, Belles lettres, 2007, p. 305, à celui de Peter Longerich dans *Heinrich Himmler. Biographie*, Munich, Siedler, 2008, p. 552-553. C'est Volker Rieß qui a étudié le plus attentivement la question dans *Die Anfänge der Vernichtung « lebensunwerten Lebens » in den Reichsgauen Dantzig-Westpreußen und Wartheland 1939/40*, Francfort-sur-le-Main, P. Lang, 1995. Je ne suis pas totalement convaincu sur la

démonstration concernant la question spécifique du malaise de Himmler (voir *La « solution finale de la question juive »*, *op. cit.*, p. 292).

## Chapitre I

1. Directive de la direction de la Propagande du Reich du Parti en date du 5 mai 1943, citée par Jeffrey Herf, *The Jewish Enemy. Nazi Propaganda During World War II and the Holocaust*, Cambridge, Mass., The Belknap Press of Harvard University Press, 2006, p. 207 *sq.* « Les Juifs sont coupables » est le titre d'un article célèbre de Goebbels, publié dans *Das Reich* le 16 novembre 1941 (cf. p. \*\*\*). C'était également le mot d'ordre donné à la presse par Goebbels le 9 juillet 1941, cité par Peter Longerich, « *Nous ne savions pas* », *op. cit.*, p. 206.

2. Cette citation, comme toutes celles qui suivront, est tirée de l'édition en ligne du Journal de Goebbels, *Nationalsozialismus, Holocaust, Widerstand und Exil 1933-1945. Online-Datenbank*. K.G. Saur. Pour simplifier l'appareil critique, je me contenterai de donner la date de l'entrée citée : Journal de Joseph Goebbels, entrée du 24 septembre 1939.

3. Journal de Joseph Goebbels, entrée du 30 septembre 1939.

4. Christopher Browning (avec la collaboration de Jürgen Matthäus), *Les Origines de la solution finale*, *op. cit.*, p. 41.

5. Note en date du 27 septembre 1939 sur les propos de Heydrich lors d'une réunion des chefs de service et des responsables des *Einsatzgruppen* le 21 septembre, reproduits par Kurt Pätzold (éd.), *Verfolgung, Vertreibung, Vernichtung*, Leipzig, Reclam, 1984, p. 236.

6. L'expression est tirée d'une circulaire de Heydrich à l'attention des chefs des *Einsatzgruppen* en date du 21 septembre 1939, *ibid.*, p. 236.

7. Florent Brayard, *La « solution finale de la question juive »*, *op. cit.*, p. 215-221.

8. Sur l'opération Nisko, voir Zev Goshem, « Eichmann und die Nisko-Aktion in Oktober 1939. Ein Fallstudie zur NS-Judenpolitik in der letzten Etappe vor der "Endlösung" », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, n° 29, 1981, Johnny Moser, « Nisko. The First Experiment in Deportation », *Simon Wiesenthal Center Annual*, n° 2, 1985, et Hans Safrian, *Eichmann und seine Gehilfen*, Francfort-sur-le-Main, Fischer, 1995.

9. Journal de Joseph Goebbels, entrées des 5 et 6 octobre 1939. Sur le film, voir Yizhak Ahren, Stig Hornshoj-Moller et Christoph B. Melchers, « *Der ewige Jude* » oder wie Goebbels hetzte. Eine Untersuchung zum nationalsozialistischen Propagandafilm, Aachen, Alano Verlag, 1990.

10. Deux ans plus tard, Goebbels expliquait par exemple qu'une visite du ghetto de Varsovie suffirait pour convertir un non-Allemand bien pensant à l'antisémitisme. Voir Journal de Joseph Goebbels, entrée du 2 août 1941.

11. Journal de Joseph Goebbels, entrée du 2 novembre 1939.

12. Concernant ces transferts de population, les ouvrages fondamentaux sont ceux de Götz Aly, « *Endlösung* ». *Völkerverschiebung und der Mord an den europäischen Juden*, Francfort-sur-le-Main, Fischer, 1995, et de Christopher Browning, *Les Origines de la solution finale*, *op. cit.* Les premières déportations de Juifs vers la Pologne suscitèrent des protestations de la presse étrangère, lesquelles firent